
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1921

Projet de loi

approuvant la Convention relative à l'assurance contre les accidents du travail, conclue à La Haye, le 9 février 1921, entre la Belgique et les Pays-Bas.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention que le Gouvernement du Roi a l'honneur de soumettre à l'approbation de la législature diffère sensiblement de la Convention Belgo-Luxembourgeoise des 15 avril 1905 et 22 mai 1905 ainsi que de la Convention Franco-Belge du 21 février 1906, mais se rapproche dans une certaine mesure de la Convention Belgo-Allemande du 6 juillet 1912. On sait que ces conventions sont toutes trois relatives à l'assurance contre les accidents du travail.

En effet, la législation Luxembourgeoise aussi bien que la législation de la République Française privaient du paiement des indemnités les ouvriers étrangers, ou leurs ayants-droit, victimes d'accidents en France ou dans le Grand-Duché de Luxembourg et qui ne réunissaient pas les conditions d'habitation exigées par ces législations. Et pourtant, d'autre part, les accidentés français ou luxembourgeois bénéficiaient en Belgique de la loi du 24 décembre 1903. Il fallut donc à l'égard de ces pays stipuler en matière de réparation d'accidents du travail, la réciprocité.

Tout au contraire la législation néerlandaise, se rapprochant en cela de la législation allemande, n'écarte pas du bénéfice de son application, les ressortissants étrangers sinistrés en Hollande. Il n'y avait donc pas, quant à ce point, matière à traité; et c'est pourquoi la Convention nouvelle, intervenue entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement Néerlandais, ne contient aucune clause analogue à l'article 1^{er} des Conventions luxembourgeoise et française précitées, mais reproduit la disposition initiale de la Convention Belgo-Allemande établissant le principe de la territorialité. Car

il était de la plus haute importance de régler de commun accord, dans l'intérêt des chefs d'entreprise et des ouvriers, les cas pouvant donner lieu à des difficultés du chef de conflit des lois. En effet, la législation néerlandaise établissant l'obligation de l'assurance pour toutes les entreprises assujetties, fonctionnant en territoire Hollandais et d'autre part, la loi Belge du 24 décembre 1903 s'appliquant à tous les accidents survenus en Belgique quelle que soit la nationalité des victimes, il peut se présenter des difficultés fort graves, notamment, lorsqu'une entreprise dont le siège est situé sur le territoire de l'un des deux pays, détache des ouvriers pour les occuper passagèrement sur le territoire de l'autre pays. Il en est de même aussi lorsqu'une entreprise de transport étend normalement son exploitation au-delà de la frontière. Dès lors, les exploitants ne pourraient-ils se trouver exposés à devoir supporter deux fois la charge de l'assurance ou de la réparation et quant aux ouvriers, ne risqueraient-ils pas de subir de très sérieux préjudices par suite des contestations forcément engendrées par cet état de choses.

L'expérience a démontré qu'il en était bien ainsi et c'est ce qui a engagé le Gouvernement du Roi à entamer des négociations avec le Gouvernement néerlandais; ces négociations ont abouti à une entente dont la présente Convention est l'expression et qui a essentiellement pour but de fixer, au regard des lois respectives des deux pays en matière d'accidents du travail, la situation des entreprises qui étendent leur activité sur le territoire des deux pays. A cet objet sont consacrés les articles 1 à 5 de la Convention. Mais le Gouvernement du Roi n'a pas estimé que là devait se borner son intervention; il a cru opportun de saisir l'occasion des négociations pour arrêter certaines dispositions générales destinées à faciliter de part et d'autre, dans tous les cas, l'exécution des lois sur la matière. Il s'agit ici des bons offices réciproques que peuvent se prêter les autorités compétentes et des exemptions fiscales dont il y a lieu de faire bénéficier les ressortissants des deux pays. Ces points sont prévus par la deuxième partie de la Convention (article 6 à fin).

I. — Dispositions relatives aux entreprises étendant leur activité sur le territoire des deux pays.

L'article 1^{er} établit le principe de la territorialité. Ceci est conforme aux conventions précédentes et aux tendances prédominantes. La loi du lieu de l'accident est celle qui, selon l'expression de M. le Professeur Mahaim (Le droit international ouvrier), « se conforme le mieux aux bases mêmes » de la protection légale des ouvriers. »

Il résulte de ce principe que la réparation doit se régler d'après la loi du pays où l'accident est arrivé, abstraction faite du lieu où le contrat de travail a été formé : toute intention contraire exprimée par les parties serait inopérante, puisque l'on est en matière d'ordre public. Des dérogations au principe ne peuvent donc se concevoir qu'en vertu de la volonté souveraine des États intéressés; et telle est la raison principale de la convention, qui;

précisément, dans ses articles 2 et 3, consacre des dérogations de cette nature.

L'article 2 établit une première exception à la règle de la territorialité. Cette exception concerne les cas de détachement d'ouvriers hollandais en Belgique, d'ouvriers belges en Hollande. Dans ces cas il sera fait application de la législation du pays où se trouve le siège de l'entreprise qui détache du personnel pour autant que ce personnel soit domicilié dans le même pays. Ici la convention s'écarte considérablement des principes établis pour ces cas, par les conventions internationales passées antérieurement en la même matière. En effet, ces conventions prenaient en considération le fait du détachement lui-même et non le fait du domicile des ouvriers. D'autre part, il n'est plus tenu compte de la durée des travaux exécutés, en détachement, à l'étranger, d'où il suit que l'exception ici faite à la règle de la territorialité est beaucoup plus étendue à tous égards que dans les conventions précédentes. Cela tient à une particularité de la loi néerlandaise qui porte que les personnes domiciliées aux Pays-Bas doivent profiter du bénéfice que leur confère la loi néerlandaise tant qu'elles sont au service de l'entrepreneur néerlandais (art. 9). Or, le Gouvernement hollandais ne pouvait pas renoncer à ce principe et, par le fait, soumettre des ressortissants néerlandais à la législation belge qui, dans certains cas, est peut-être moins favorable. Au contraire, la législation belge étant purement territoriale et ne prévoyant aucune hypothèse de détachement à l'étranger, le Gouvernement pouvait fort bien sanctionner cette exception qui assure, en tous cas, une réparation légale à ses propres ressortissants.

L'article 3 règle le cas des entreprises de transport (chemins de fer, batellerie, etc.). Pour les parties mobiles de l'exploitation qui s'étendent d'un territoire à l'autre, la loi du siège de l'entreprise demeurera toujours applicable ; c'est donc d'après cette loi que se règlera en toute hypothèse la réparation des dommages occasionnés par les accidents dont seront victimes les membres du personnel ambulant.

Il est inutile de justifier cette règle qui a déjà été consacrée par les conventions faites avec la France, le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne. En vue de prévenir toutes contestations, la même règle restera applicable aux services privés de transport ne fonctionnant que pour les besoins particuliers d'une entreprise quelconque. L'article 4 est sans intérêt direct pour les ressortissants belges. Son origine est la suivante : interprétant rigoureusement l'article 9, lit. b, de la loi du 2 janvier 1901, la jurisprudence hollandaise, nonobstant le traité germano-néerlandais, avait décidé que l'ouvrier d'une entreprise de transport ayant son siège dans les Pays-Bas et victime d'un accident du travail en Allemagne, n'avait droit à aucune réparation, s'il n'était pas domicilié dans les Pays-Bas. Le texte de l'article 4 a pour objet de faire obstacle à pareille interprétation.

L'article 5 ne demande aucun commentaire ; il s'oppose fort judicieusement au cumul éventuel de plusieurs actions de nature différente.

II. — Dispositions concernant les rapports réciproques en matière de réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Les articles 6 et 7 ont une portée toute générale ainsi qu'il a été dit plus haut. Il ne s'agit donc plus ici des seules entreprises qui étendent leur activité sur le territoire des deux pays. Le but de ces dispositions est de faciliter de part et d'autre par des mesures pratiques et abstraction faite de toute question de conflit des lois, l'exécution de la législation relative aux accidents du travail, quelles que soient les entreprises et quels que soient les ouvriers en cause.

L'article 6 stipule que les autorités administratives et judiciaires compétentes s'accorderont mutuelle assistance et se prêteront aide juridique d'après les dispositions en vigueur en matière civile et commerciale.

En vertu de cet article, il y aura notamment lieu d'appliquer à la procédure les dispositions de la Convention internationale conclue à La Haye le 17 juillet 1905. L'article 6 ajoute que dans les cas urgents, les autorités procéderont même d'office aux mesures d'instructions nécessaires, comme s'il s'agissait de l'exécution de la loi nationale. Il va de soi que ces autorités n'interviendront que dans les limites de leur compétence telle qu'elle est déterminée par la loi nationale. L'article 7 établit la réciprocité des exemptions fiscales. Il résulte de cet article que les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail seront étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins de la loi néerlandaise, et que, réciproquement les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation néerlandaise seront étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

Ces dispositions se retrouvent d'ailleurs dans les conventions internationales antérieures.

L'article 8 tend à régler les cas où une entreprise n'est assujettie que dans l'un des deux pays aux lois spéciales de réparation. Il stipule que les dispositions des articles 5, 6 et 7 s'appliquent également à ces cas et ce texte formel s'imposait, car les autres dispositions de la Convention ne concernent et ne peuvent concerner que les exploitations assujetties de part et d'autre au régime spécial de réparation. L'article 9 complète ces dispositions en établissant un moyen pratique d'opérer la conversion des monnaies pour l'expression de la rémunération du travail et, par suite, des indemnités calculées sur la base des salaires.

Une disposition identique a été insérée dans la Convention Belgo-Allemande.

L'article 10 final n'appelle aucune explication particulière.

Le Gouvernement du Roi, Messieurs, attacherait le plus grand prix à ce que le projet de loi qu'il a l'honneur de vous présenter fit l'objet d'un vote d'urgence.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.



CONVENTION

entre la Belgique et les Pays-Bas relative à l'assurance
contre les accidents du travail.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LA REINE DES
PAYS-BAS, également animés du désir de régler les rapports entre la
Belgique et les Pays-Bas en matière d'assurance contre les accidents du
travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour
Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

Monsieur le PRINCE ALBERT DE LIGNE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Monsieur le JONKHEER H. A. VAN KARNEBEEK, Son Ministre des Affaires
Étrangères;

lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

Les entreprises assujetties aux lois de réparation obligatoire des suites
dommageables des accidents du travail d'après les lois des deux Parties
Contractantes et qui, ayant leur siège sur le territoire de l'une d'elles,
exercent aussi leur activité sur le territoire de l'autre, sont en ce qui
concerne les travaux exécutés dans chacun des pays, exclusivement soumises
à la législation du pays où se font ces travaux; le tout sous réserve des
exceptions prévues aux articles 2 et 3.

ARTICLE 2.

En tant que les travaux visés à l'article 1^{er} sont exécutés par des personnes
ayant leur domicile sur le territoire du pays où l'entreprise a son siège, il
est fait exclusivement application de la législation de ce pays.

ARTICLE 3.

Pour les entreprises de transport qui ont leur siège dans l'un des deux
pays et qui exercent aussi leur activité dans l'autre, la législation du pays
où l'entreprise a son siège est seule applicable à la partie mobile (ambulante)
de l'exploitation. Le personnel de la partie ambulante reste soumis à cette
législation, même s'il reste occupé à des travaux se rattachant à d'autres
sections de l'entreprise et qui s'effectuent sur le territoire de l'autre pays.

La disposition du précédent alinéa est applicable aux entreprises visées

à l'article 1^{er}, qui se servent de moyens de transport pour l'exercice de leur exploitation et uniquement en vue de leurs besoins propres.

ARTICLE 4.

En tant que les entreprises prévues par les articles 1 et 3 sont, en vertu de ces articles, soumises à la législation de l'un des États, cette législation s'applique aux personnes occupées dans les dites entreprises même si ces personnes n'ont pas leur domicile sur le territoire du dit État.

ARTICLE 5.

L'accident auquel s'applique la loi de réparation des dommages résultant des accidents du travail en vigueur dans l'un des États ne peut, indépendamment de l'action fondée sur cette loi, donner ouverture à des actions autres que celles qui sont accordées par la législation de l'État dont la dite loi est applicable.

ARTICLE 6.

Pour faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail, les autorités administratives et judiciaires compétentes s'accorderont mutuelle assistance et se prêteront aide juridique d'après les dispositions conventionnelles en vigueur entre les deux pays en matière civile et commerciale. Dans les cas urgents les autorités procéderont, même d'office, aux mesures d'instruction nécessaires, comme s'il s'agissait de l'exécution de la loi nationale.

L'autorité compétente pour exécuter les commissions rogatoires sera :

a. en Belgique, le juge de paix dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu ;

b. dans les Pays-Bas, le président du Raad van Beroep voor de Ongeval-lenverzekering dans le ressort duquel l'exécution doit avoir lieu.

Les dispositions légales qui régissent la procédure devant les Raden van Beroep s'appliquent par analogie, à la procédure devant le président.

ARTICLE 7.

Les dispositions, en vigueur dans l'un des deux pays, d'après lesquelles, en matière d'accidents du travail, sont accordées des exemptions de droit de timbre et autres droits fiscaux, y compris les dispositions relatives à la passation ou à la délivrance gratuite des actes, certificats et documents, seront observées lorsque dans ce pays, la législation sur les accidents de l'autre pays doit être appliquée.

ARTICLE 8.

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont également applicables lorsqu'une entreprise, quel que soit le lieu où elle a son siège, n'exerce son activité et n'est assujettie à l'assurance que dans l'un des deux pays.

ARTICLE 9.

Lorsque, dans l'application de la législation sur les accidents du travail de l'un des pays, il y a lieu d'exprimer la valeur du salaire fixé dans la monnaie de l'autre pays, la conversion se fait sur la base d'une valeur moyenne déterminée par chacun des deux Gouvernements pour l'application de sa législation et qu'il doit faire connaître à l'autre Gouvernement.

ARTICLE 10.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments des ratifications seront échangés le plus tôt possible.

La Convention entrera en vigueur un mois après le premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications.

La Convention pourra être dénoncée en tout temps par chacune des deux Parties Contractantes et cessera ses effets à l'expiration de l'année civile suivant la dénonciation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à La Haye, le neuf février 1921.

(L. S.) Prince Albert DE LIGNE.

(L. S.) VAN KARNEBEEK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1921.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de ongevallenverzekering gesloten te 's Gravenhage, den 9ⁿ Februari tusschen België en Nederland.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst, welke de Regeering des Konings de eer heeft aan de goedkeuring der Wetgevende Kamers te onderwerpen verschilt merkbaar van de Belgisch-Luxemburgsche Overeenkomst van 13 April 1903 en en 22 Mei 1903, zoowel als van de Fransch-Belgische Overeenkomst van 21 Februari 1906, maar staat in zekere mate nader bij de Belgisch-Duitsche Overeenkomst van 6 Juli 1912. Het is bekend dat deze Overeenkomsten alle drie op de ongevallenverzekering betrekking hebben.

Immers, de Luxemburgsche wetgeving zoowel als de wetgeving der Fransche Republiek, onthielden de betaling der vergoedingen aan de vreemde werklieden of aan hunne rechthebbenden, welke slachtoffers waren van ongevallen in Frankrijk of in het Groot Hertogdom Luxemburg en welke de door deze wetgevingen vereischte voorwaarden van woonplaats niet vervulden. En nochtans langs den anderen kant, genoten de Fransche of Luxemburgsche verongelukten in België de voordeelen der wet van 24 December 1903. Het was dus noodig ten opzichte dezer twee landen in zake vergoeding van arbeidsongevallen de wederkeerigheid te bepalen.

Geheel in tegenstelling daarmede sluit de Nederlandsche wetgeving, daarin de Duitsche wetgeving naderbij komend, de vreemde onderhoorigen, welke in Nederland verongelukt zijn, niet uit van het voordeel zijner toepassing. Er was dus, wat dit punt betreft, geene aanleiding tot het sluiten van een verdrag en het is daarom dat de nieuwe Overeenkomst, gesloten tusschen de Regeering des Konings en de Nederlandsche Regeering, geene enkele op artikel 1 der voornoemde Luxemburgsche en Fransche Overeenkomsten gelijkende bepaling bevat, maar de aanvangsbeschikking overneemt der Belgisch-Duitsche Overeenkomst, waarbij het beginsel der territoriali-

teit wordt vastgesteld. Want het was van het grootste gewicht, in het belang der hoofden van ondernemingen en der werklieden, de gevallen welke wegens de strijdigheden der wetten aanleiding tot moeilijkheden zouden kunnen geven, bij onderling overleg te regelen. Immers, aangezien de Nederlandsche wetgeving de verplichting der verzekering instelt voor alle onderworpen ondernemingen, welke op Nederlandsch grondgebied werken en aangezien langs den anderen kant de Belgische wet van 24 December 1903 van toepassing is op alle ongevallen in België gebeurd, welke ook de nationaliteit der slachtoffers zij, kunnen zeer ernstige moeilijkheden zich voordoen, inzonderheid wanneer eene onderneming, waarvan de zetel op het grondgebied van een der twee landen gelegen is, werklieden uitzendt om hen tijdelijk op het grondgebied van het andere land te werk te stellen. Dit is ook het geval wanneer eene vervoeronderneming haar bedrijf normaal uitstrekt buiten de grenzen. Zouden dientengevolge de ondernemers er niet aan blootgesteld kunnen zijn tweemaal de last der verzekering of der vergoeding te moeten dragen en, wat de werklieden betreft, zouden zij niet het gevaar loopen zeer ernstige schade te lijden tengevolge der geschillen noodzakelijkerwijs veroorzaakt door dezen stand van zaken?

De ondervinding heeft bewezen dat dit wel zoo was en dit heeft de Regeering des Konings er toe aangezet in onderhandeling te treden met de Nederlandsche Regeering; deze onderhandelingen hebben geleid tot eene overeenstemming, waarvan deze overeenkomst de uitdrukking is en die hoofdzakelijk voor doel heeft, ten opzichte der respectieve wetten der twee landen in zake arbeidsongevallen, den toestand vast te stellen der ondernemingen, die hunne werkzaamheid op het grondgebied der beide landen uitstrekken. Aan dit onderwerp zijn de artikels 4 tot 5 der overeenkomst gewijd. Echter heeft de Regeering des Konings niet gemeend dat hare tusschenkomst zich daarbij moest beperken; zij heeft het gepast geacht de gelegenheid, door de onderhandelingen aangeboden, te baat te nemen om zekere algemeene bepalingen vast te stellen, welke bestemd zijn om, van beide kanten, in alle gevallen, de uitvoering der wetten op dit gebied te vergemakkelijken. Het geldt hier de wederkeerige hulp welke de bevoegde overheden elkander kunnen verleen en de vrijstellingen van belastingen, waarvan de onderhoorigen der beide landen het voordeel dienen te genieten. Deze punten worden voorzien door het tweede gedeelte der overeenkomst. (Artikel 6 tot het einde.)

I. — Beschikkingen betreffende de ondernemingen die hunne werkzaamheid uitstrekken over het grondgebied der beide landen.

Artikel één stelt het beginsel der territorialiteit vast. Dit komt overeen met de vorige overeenkomsten en met de overheerschende strekkingen. De wet der plaats van het ongeval is degene die, volgens de uitdrukking van den heer Professor Mahaim (*Le droit international ouvrier*) « het best overeen » komt met de grondslagen zelf van de wettelijke bescherming der » werklieden. »

Uit dit beginsel vloeit voort dat de vergoeding geregeld moet worden volgens de wet van het land waar het ongeval gebeurd is, afgezien van de plaats waar het arbeidscontract gesloten werd : elk daarmee strijdig voor-nemen door de partijen uitgedrukt zou krachteloos zijn, vermits het over zaken van openbare orde gaat. Van het beginsel kan dus niet afgeweken worden dan krachtens den souverainen wil der belanghebbende Staten, en dat is de voornaamste reden der overeenkomst, die, juist, in hare artikels 2 en 3, afwijkingen van dezen aard vestigt.

Artikel 2 stelt eene eerste uitzondering vast op den regel der territorialiteit. Deze uitzondering heeft betrekking op de gevallen van uitzending van Nederlandsche werklieden naar België, van Belgische werklieden naar Nederland. In deze gevallen zal de wetgeving van het land waarin de onderneming gevestigd is, welke personeel uitzendt, worden toegepast voor zoover dit personeel in hetzelfde land zijne woonplaats heeft. Hier wijkt de overeenkomst merkkelijk af van de beginselen voor deze gevallen vastgesteld, door de vroeger in dezelfde zaak gesloten internationale overeenkomsten. Immers deze overeenkomsten namen het feit zelf der uitzending in aanmerking en niet het feit van de woonplaats der werklieden. Anderzijds wordt er geen rekening meer gehouden met den duur der in zending, in het buitenland, uitgevoerde werken waaruit volgt dat de hier op den regel der territorialiteit gemaakte uitzondering in alle opzichten veel uitgebreider is dan in de vorige overeenkomsten. Dit spruit voort uit eene bijzonderheid der Nederlandsche wet, die bepaalt dat de in de Nederlanden gevestigde personen het voordeel, dat de Nederlandsche wet hen toekent moeten genieten, zoolang zij in dienst zijn van den Nederlandschen ondernemer (art. 9). Nu kon de Nederlandsche Regeering niet afzien van dit beginsel en daardoor de Nederlandsche onderhoorigen onderwerpen aan de Belgische wetgeving, die, in zekere gevallen, misschien minder gunstig is. Omgekeerd, aangezien de Belgische wetgeving zuiver territoriaal is en geene enkele veronderstelling van uitzending naar het buitenland voorziet, kon de Regeering zeer goed deze uitzondering goedkeuren, die, in alle geval eene wettelijke vergoeding verzekert aan zijne eigene onderhoorigen.

Artikel 3 regelt het geval der vervoerondernemingen (spoorwegen, binnenscheepvaart, enz). Voor de zich bewegende gedeelten der onderneming, die zich uitstrekken van het eene grondgebied naar het andere, zal de wet van den zetel der onderneming steeds toepasselijk blijven; het is dus naar deze wet, dat, in elke veronderstelling, de vergoeding der schade veroorzaakt door de ongevallen, waarvan de leden van het bewegend personeel slachtoffers zouden zijn, geregeld zal worden.

Het is niet noodig deze regel, die reeds gevestigd werd door de met Frankrijk, het Groot-Hertogdom Luxemburg en Duitschland gesloten overeenkomsten, te rechtvaardigen. Ten einde alle geschillen te voorkomen, zal dezelfde regel toepasselijk blijven op de private vervoerondernemingen, welke slechts dienst doen voor de eigen behoeften van om het even welke onderneming. Artikel 4 is zonder rechtstreeksch belang voor de Belgische

onderhoorigen. Zijn oorsprong is de volgende : Artikel 9, lit. b der wet van 2 Januari 1904 streng uitleggend, had de Nederlandsche rechtsspraak, niettegenstaande het Duitsch-Nederlandsch verdrag, besloten dat de werkmán eener vervoeronderneming, haren zetel in Nederland hebbend, die het slachtoffer van een werkongeval was in Duitschland, geen recht had op eenige vergoeding, wanneer hij niet in Nederland gevestigd was. De tekst van artikel 4 heeft voor doel eene dergelijke uitlegging te verhinderen.

Op artikel 5 dient geene aanmerking gemaakt te worden; het verzet zich met veel oordeel tegen de gebeurlijke samenvoeging van verscheidene aanspraken van verschillenden aard.

II. — Beschikkingen betreffende de wederkeerige betrekkingen in zake herstel der schade voortspuitend uit arbeidsongevallen.

De artikels 6 en 7 hebben zooals hooger gezegd een algemeene draagkracht. Het geldt hier dus niet meer alleen de ondernemingen die hunne werkzaamheid uitstrekken over het grondgebied der beide landen. Het doel dezer beschikkingen is, zoowel langs den eenen als langs den anderen kant, door practische maatregelen en afgezien van elke vraag van strijdigheid der wetten, de uitvoering der wetgeving betreffende de arbeidsongevallen te vergemakkelijken, welke ook de ondernemingen en welke ook de betrokken werklieden zijn.

Artikel 6 bepaalt dat de bevoegde administratieve en rechterlijke overheden elkander wederkeerig bijstand zullen verleen en alsmede hulp in rechtszaken overeenkomstig de bepalingen welke van kracht zijn in burgerlijke- en in handelszaken.

Krachtens dit artikel zal het inzonderheid noodig zijn op de proceduur de beschikkingen der internationale overeenkomst gesloten te 's Gravenhage, den 17^e Juli 1905 toe te passen. Artikel 6 voegt erbij dat in dringende gevallen de overheden, zelfs ambtshalve, het onderzoek in zullen stellen dat noodig zou zijn, alsof het de uitvoering van de wet van het eigen land gold. Het spreekt van zelf dat deze overheden slechts zullen optreden binnen de grenzen hunner bevoegdheid, zooals deze bepaald is bij de nationale wet. Artikel 7 stelt de wederkeerigheid vast der vrijstellingen van belastingen. Uit dit artikel vloeit voort dat de vrijstellingen uitgesproken in zake zegel, griffie en registreering en het kostelooze afgeven bepaald door de Belgische wetgeving op de arbeidsongevallen uitgebreid zullen worden tot de akten, getuigschriften en bescheiden bedoeld door deze wetgeving, die opgemaakt of afgegeven zullen worden ten behoeve der Nederlandsche wet, en dat, wederkeerig de uitgesproken vrijstellingen en de kostelooze afgifte, bepaald in de Nederlandsche wetgeving, zullen uitgebreid worden tot de akten, getuigschriften en bescheiden bedoeld door deze wetgeving, die opgemaakt of afgeleverd zullen worden ten behoeve van de uitvoering der Belgische wet.

Deze beschikkingen vindt men trouwens terug in de vorige internationale overeenkomsten.

Artikel 8 heeft voor doel de gevallen te regelen, waarin eene onderneming slechts in een der beide landen onderworpen is aan de bijzondere wetten van vergoeding. Het bepaalt dat de beschikkingen der artikels 5, 6 en 7 eveneens van toepassing zijn op deze gevallen en deze uitdrukkelijke tekst was noodzakelijk, want de andere beschikkingen der Overeenkomst hebben slechts betrekking en kunnen slechts betrekking hebben op de bedrijven langs den eenen en langs den anderen kant aan het bijzonder regiem der vergoeding onderworpen. Artikel 9 vult deze beschikkingen aan door een praktisch middel vast te stellen om de omrekening te doen der munten voor de uitdrukking van het arbeidsloon en, bijgevolg, van de vergoedingen berekend op den grondslag der loonen.

Een gelijke beschikking is opgenomen geworden in de Belgisch-Duitsche Overeenkomst.

Het eindartikel 10 heeft geen enkele bijzondere verklaring noodig.

De Regeering des Konings, Mijne Heeren, zou het zeer op prijs stellen, wanneer het wetsontwerp, dat het de eer heeft U voor te leggen, bij hoogdringendheid werd aangenomen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

VERDRAG

tusschen België en Nederland betreffende ongevallenverzekering.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN en HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN, gelijkelijk bezielde door den wensch de betrekkingen tusschen België en Nederland inzake ongevallenverzekering te regelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

PRINS ALBERT DE LIGNE, Hoogstdezelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

JONKHEER H. A. VAN KARNEBEEK, Hoogstderzelver Minister van Buitenslandsche Zaken ;

die, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, zijn overeengekomen nopens de volgende bepalingen :

ARTIKEL ÉÉN.

Op de naar de wetten van beide Verdragsluitende Partijen aan de ongevallenverzekering onderworpen ondernemingen, welke binnen het gebied van één der partijen gevestigd zijn en haar bedrijf ook binnen het gebied van de andere partij uitoefenen, is, behoudens de in de artikelen 2 en 3 gemaakte uitzonderingen, ten aanzien van de binnen het gebied van elk der landen verrichte werkzaamheden, uitsluitend van toepassing de ongevallenwet van het land, binnen welks gebied de werkzaamheden verricht worden.

ARTIKEL 2.

Voor zoover de in artikel 1 bedoelde werkzaamheden verricht worden door personen, die woonplaats hebben binnen het gebied van het land, waarin de onderneming is gevestigd, is de ongevallenwet van dat land uitsluitend toepasselijk.

ARTIKEL 3.

Ten aanzien van transportondernemingen, welke in één der beide landen gevestigd zijn en haar bedrijf ook in het andere land uitoefenen, is op het zich bewegend (varend of rijdend) gedeelte der onderneming uitsluitend de ongevallenwet van het land, waar de onderneming gevestigd is, van toepassing. Aan deze ongevallenwet blijft het personeel van het varend of

rijdend gedeelte onderworpen, ook voor zoover het in de overige in het andere land uitgevoerde werkzaamheden van de transportonderneming werkzaam is.

De bepaling van het voorgaande lid is van toepassing ten aanzien van ondernemingen, als bedoeld in artikel 1, welke voor de uitoefening van haar bedrijf uitsluitend ten eigen behoeve gebruik maken van transportmiddelen.

ARTIKEL 4.

Voor zoover ingevolge de artikelen 1 en 3 de daar bedoelde ondernemingen aan de ongevallenverzekering van één der Partijen zijn onderworpen, zijn de in die ondernemingen werkzame personen aan die ongevallenverzekering onderworpen, ook indien zij hun woonplaats niet binnen het gebied dier Partij hebben.

ARTIKEL 5.

Terzake van een ongeval, waarop de ongevallenwet van één der Partijen toepasselijk is, kunnen behalve de op die ongevallenwet gegronde, geen andere aanspraken worden geldend gemaakt, dan die, toegekend door de wetgeving van de Partij, wier ongevallenwet toepasselijk is.

ARTIKEL 6.

Bij de uitvoering van de ongevallenwetten van het eene land in het andere land verleen en de bevoegde administratieve en rechterlijke autoreiten elkander wederkeerig bijstand alsmede, overeenkomstig de verdragsbepalingen welke tusschen de beide landen in burgerlijke- en in handelszaken van kracht zijn, hulp in rechtszaken. In dringende gevallen stellen de autoriteiten, zelfs ambtshalve, het onderzoek in, dat noodig zou zijn, indien het de uitvoering van de wet van het eigen land gold.

Een en ander evenwel met dien verstande, dat de uitvoering eener rogatoire commissie geschiedt :

a) voor zooveel betreft België, door den juge de paix, binnen wiens gebied de uitvoering moet plaats vinden ;

b. voor zooveel betreft Nederland, door den Voorzitter van den Raad van Beroep voor de Ongevallenverzekering, binnen wiens gebied de uitvoering moet plaats vinden.

De wettelijke bepalingen, regelende de behandeling van zaken door den Raad van Beroep, vinden overeenkomstige toepassing bij de behandeling van zaken door den Voorzitter.

ARTIKEL 7.

De in het éene land bestaande voorschriften, volgens welke op het gebied der ongevallenverzekering inzake zegel- en andere rechten vrijstellingen worden verleend, daaronder begrepen de voorschriften betreffende het

kosteloos opmaken of afgeven van akten, getuigschriften en bescheiden, zijn analogisch van toepassing wanneer in dat land de ongevallenwetgeving van het andere land moet worden uitgevoerd.

ARTIKEL 8.

De bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 vinden ook toepassing, indien een onderneming, onverschillig waar zij is gevestigd, in één der beide landen haar bedrijf uitoefent en aldaar verzekeringsplichtig is.

ARTIKEL 9.

Wanneer bij de toepassing der ongevallenwetten van het eene land de berekening van een in de munt van het andere land bepaald arbeidsloon noodzakelijk is, geschiedt de omrekening op den grondslag van eene vaste waardeverhouding, die door elk der beide Regeeringen, voor zoover betreft de toepassing der wetten van haar land vastgesteld en aan de andere Regeering medegedeeld zal worden.

ARTIKEL 10.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld.

Het verdrag treedt in werking een maand na den eersten dag der maand, volgende op die, waarin de uitwisseling der akten van bekrachtiging plaats heeft.

Het verdrag kan door elk der beide Verdragsluitende Partijen ten allen tijde opgezegd worden en houdt alsdan op van kracht te zijn aan het einde van het op de opzegging volgend kalenderjaar.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te 's-Gravenhage, den negenden Februari 1921.

(L. S.) PRINS ALBERT DE LIGNE.

(L. S.) V. KARNEBEEK.

ANNEXE AU N° 222.

BIJLAGE VAN N° 222

PROJET DE LOI

approuvant la convention relative à l'assurance contre les accidents du travail, conclue à La Haye, le 9 février 1921, entre la Belgique et les Pays-Bas.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der overeenkomst betreffende de ongevallenverzekering, gesloten te 's Gravenhage, den 9ⁿ Februari 1921, tusschen België en Nederland.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à La Haye, le 9 février 1921, entre la Belgique et les Pays-Bas, sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 10 avril 1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zullen in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voorleggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De overeenkomst betreffende de ongevallenverzekering gesloten te 's Gravenhage, den 9ⁿ Februari 1921, tusschen België en Nederland, zal haar geheel en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Laeken, den 10^{en} April 1921.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

WAUTERS.